

Abdelhak Lamiri : l'économie algérienne reste otage de la bureaucratie

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4121 - Mardi 14 mars 2017 - Prix : 10 DA



FAF

Raouraoua reporte l'AGE au 27 avril

Page 24

Naït El Hocine annonce une reconfiguration des normes

La sécurité routière mieux maîtrisée ?

Page 2

Un abus pavé de quelques bonnes intentions

Par Mohamed Habili

Les ressortissants turcs, au nombre desquels nombre de binationaux, se comptant par millions dans les pays européens, il est assez naturel que la campagne pour le référendum du mois prochain relatif à la réforme constitutionnelle déborde sur eux, notamment sur ceux qui abritent le plus grand nombre de votants potentiels. Il n'y a rien d'étrange là-dedans, ni d'inquiétant, rien en tout cas qui ressemble à une invasion. Les ministres turcs interdits de meetings dans quelques-uns de ces pays, en Allemagne mais plus particulièrement en Hollande, où l'avion du chef de la diplomatie n'a même pas été autorisé à atterrir, l'ont été par abus. Dans l'un d'eux au moins, la Hollande, la mesure d'interdiction prise par les autorités à leur rencontre se présente assez clairement comme une sur-enchère du parti au pouvoir vis-à-vis du courant d'extrême droite, les élections étant en effet pour bientôt. En France aussi un rendez-vous électoral de première importance est proche, pourtant ce même ministre a pu s'y rendre et faire sa propagande. Les autorités françaises ont néanmoins tenu à se montrer solidaires des pays européens traités par Erdogan d'épigones du fascisme pour le mauvais accueil qu'ils ont réservé à ses ministres. A cette occasion comme à d'autres, les Européens n'ont pas pu s'entendre sur une attitude commune, ce qui en soi n'est pas nécessairement une faiblesse.

Suite en page 3

Les ambitions des islamistes après les législatives

Mokri pense déjà au prochain gouvernement



Le président du Mouvement de la société pour la paix, Abderrezak Mokri, pense déjà au prochain gouvernement qui sera formé après les élections législatives. Lire page 3

Brahim Bader, directeur de l'éducation de Béjaïa

«Les dossiers de retraite ont été déposés dans le délai imparti»

Page 4

Mihoubi salue l'organisation de ce genre d'évènements

**Premier Colloque international
du Printemps blidéen de la poésie**

Page 13

Même en ayant évité de justesse un choc pétrolier

Abdelhak Lamiri : l'économie algérienne reste otage de la bureaucratie

■ «On a évité le pire, mais nous ne sommes pas sortis pour autant d'affaire, car nous n'avons pas une super économie. Une des principales causes à cela est le désastre administratif que connaît le pays. La bureaucratie est en train de détruire l'économie algérienne», a affirmé, hier à Alger, Abdelhak Lamiri, économiste du Collège d'experts de la réunion tripartite.

Par Yacine Djadel

Invité hier au forum d'El Moudjahid, à Alger, pour discuter des enjeux économiques actuels de l'Algérie ainsi que des mesures à prendre pour

Médias La crédibilité de l'information «réside dans sa vérification»

LA CRÉDIBILITÉ de l'information réside dans sa vérification et son recoupement, a indiqué, hier à Alger, le correspondant et éditorialiste au quotidien «Il Soro 24 Ore» et membre de l'Institut des affaires internationales de Rome, Ugo Tramballi, estimant que le Web a «tué» le fondement de l'information. «Les journalistes n'ont plus de relation directe avec les événements à cause du Web, lequel a tué le fondement de l'information en ne vérifiant pas scrupuleusement l'information donnée», a-t-il soutenu lors d'un séminaire de formation portant sur le thème «Le journalisme à l'aune des réseaux sociaux : le journaliste témoin ou protagoniste ?». Ce spécialiste a préconisé que le journaliste soit un «trait d'union» entre les événements et les citoyens, insistant sur la nécessité de «vérifier et de recouper l'information avant de la donner». Pour M. Tramballi, le vrai journaliste «ne devrait avoir pour motivation que l'information et non des motivations politiques», relevant, cependant, qu'il doit avoir «une critique constructive». Il a ajouté que le journaliste «n'a pas pour vocation de changer le monde, mais il a pour mission de raconter le monde avec honnêteté et courage». M. Tramballi qui est également membre du Centre pour la paix au Moyen-Orient à Milan (Italie), a commencé sa carrière en 1976 au quotidien «Il Giornale» et à partir de 1983, il est envoyé spécial au Moyen-Orient, en Inde et en Afrique et correspondant de guerre au Liban, en Irak, en Iran, en Afghanistan et en Angola. Cette rencontre a vu la présence notamment du ministre de la Communication, Hamid Grine, et de responsables de médias nationaux. Y. N.

son émergence en tant que pays productif, ce spécialiste des questions managériales n'a pas manqué de souligner les obstacles réels qui entravent l'économie nationale. Lors de la dernière réunion de la tripartite, le Patronat, l'UGTA et même le gouvernement, ont tous été d'accord sur un point. Le frein majeur à l'émergence de l'économie du pays est dû principalement à l'administration réfractaire du progrès, centralisée et gérée avec un mode archaïque. La politique de l'Etat d'investir durant longtemps des milliards de dollars dans les infrastructures en négligeant le fonctionnement de celle-ci est également l'une des raisons laissant l'Algérie encore aujourd'hui emboîter le pas vers une économie émergente. La preuve est qu'à peine le gouvernement a eu la volonté de réduire les dépenses à ce niveau, de revoir les budgets pour des réinvestissements dans d'autres secteurs que l'infrastructure, a donné sans plus tarder des résultats. Ils sont moyens certes, néanmoins ils ont permis d'éviter la catastrophe sociale, comme l'a expliqué M. Lamiri. «Nous sommes dans une économie moyenne et si nous voulons aller vers le mieux, nous devons réformer la mauvaise gestion actuelle et



appliquer les facteurs-clés de succès sur notre administration», a-t-il indiqué. «Sans organiser notre émergence tel que l'ont fait tous les pays ayant réussi jusque là, à l'exemple de la Chine, la Pologne, la Corée du Sud... etc., nous courons directement vers un chaos économique et social du pays. Les importations de l'Algérie en 2013 ont saigné, car nous avons enregistré 65 milliards de dollars. Sans besoin de dire que c'est l'un des taux de croissance les plus élevés au monde. Les objectifs tracés par

le gouvernement lors de la tripartite était d'atteindre 37 milliards en 2017», a-t-il ajouté. Ainsi, pour réussir le pari, les possibilités sont là, explique M. Lamiri, toutefois, en mettant en pratique une politique d'investissement convenable, a-t-il précisé. C'est en ce sens qu'il faut considérer les réserves de change comme l'un des facteurs ayant sauvé les caisses de l'Etat de la ruine, a rappelé cet expert en management. «Si on descend en dessous de 30 milliards de dollars dans notre volume d'importation,

nous serons en danger, d'où le développement de ressources humaines efficaces répondant aux standards internationaux est plus que de mise et urgent», a conclu Abdelhak Lamiri.

Emergence de l'économie algérienne: tributaire de l'investissement sur les cerveaux humains

«Tous les pays qui ont émergé d'un point de vue économique ont tous investi dans l'émergence des cerveaux humains, ils les ont adaptés aux standards internationaux modernes. L'Algérie devra faire de même pour y arriver. Il faut tracer un plan bien organisé pour bien gérer cette économie. Augmenter les PME-PMI pour la taille géographique du pays sera aussi une solution indispensable. La gestion managériale des administrations est indispensable pour des résultats concrets. Tout cela doit d'abord passer par le développement de l'intelligence humaine» a préconisé M. Lamiri, en vue de faire sortir l'économie nationale de sa léthargie actuelle. Un pays ne se développe jamais sans le développement de ses cerveaux, car il n'y a pas de miracle économique, a-t-il laissé entendre. Y. D.

Naït El Hocine annonce une reconfiguration des normes

La sécurité routière mieux maîtrisée ?

Le directeur du Centre national de prévention et de sécurité routière, Ahmed Naït El Hocine, a affirmé, hier, lors de son passage sur les ondes de la Radio nationale, que dans le cadre de la stratégie du gouvernement pour faire face aux accidents de la circulation, la création d'une Délégation nationale de sécurité routière était l'une des propositions importantes initiées par le ministère de l'Intérieur dans le cadre de la nouvelle loi sur la circulation routière. «Elle constitue l'épine dorsale de tous les nouveaux dispositifs de lutte contre les accidents de la route. Nous attendons qu'elle devienne opérationnelle», a-t-il déclaré. Selon lui, la loi relative à l'organisation de la circulation routière, instituant cette délégation, attendait sa publication au Journal officiel. C'est à cette structure que vont notamment être dévolues les missions assurées jusqu'alors par le Centre national de prévention et de sécurité routière et le Centre national des permis à points. Rappelant que la lutte contre les accidents de la route a été déclarée «priorité nationale» par le gouvernement, l'intervenant a expliqué qu'à travers cette décision il y a une volonté politique «d'aller de l'avant» dans le dossier des sinistres routiers. En témoigne, a-t-il dit, la nouvelle loi reconfigurant l'architecture institutionnelle de la sécurité routière pour l'adapter aux standards internationaux. «Par rapport au passé où il existait énormément d'acteurs et une dilution des responsabilités,

la présence de la Délégation nationale à la sécurité routière permettra désormais d'identifier précisément la direction en charge de toutes les actions de lutte contre les sinistres routiers», a expliqué l'invité.

L'année 2016 moins sanglante

Par ailleurs, les statistiques des accidents attestent d'un recul relatif, comparativement à celles des années précédentes. Le directeur du Centre national de prévention et de sécurité routière a confirmé une certaine baisse dans les accidents de la circulation en 2016. Ahmed Naït El Hocine a fait part d'un net fléchissement du nombre des sinistres routiers et de celui des victimes qu'ils continuaient à provoquer. Selon lui, durant l'année dernière, il a été constaté 28 856 accidents de la circulation, soit une baisse de 18,02%. Il y a eu également une baisse de 13% pour le nombre de tués, soit 618 vies épargnées. Concernant les blessés, il y a eu une baisse de 21,41%, soit 11 987 de moins que ceux observés habituellement au cours des cinq dernières années, dont il a imputé la responsabilité, pour une large part, à des conducteurs de moins de 29 ans d'âge. «Mais le plus préoccupant dans ce bilan, c'est que 1 806 jeunes de moins de 29 ans ont perdu la vie et 23 320 jeunes vont garder des stigmates physiques et psychologiques irréversibles», a-t-il regretté. Avec l'entrée en vigueur des nou-

velles mesures coercitives à l'égard des personnes contrevenant aux règles de conduite, notamment l'augmentation des amendes forfaitaires aux infractions de la route et la mise en place du permis à points, l'invité a espéré de meilleurs résultats. En outre, Ahmed Naït El Hocine a annoncé la prochaine introduction de mesures répressives à l'encontre des conducteurs de véhicules de transport de voyageurs et de marchandises ne se conformant pas à la durée légale de travail et dont l'état de somnolence était, a-t-il relevé, à l'origine de sanglants accidents. L'élément humain, notamment en ce qui concerne le non-respect des règles de conduite, étant le dénominateur commun dans 95% des cas. Au titre de la réorganisation de la politique de sécurité routière, M. Naït El Hocine a signalé que le système appelé à être mis en place n'allait pas reposer uniquement sur la coercition mais qu'il allierait, aussi, des mesures pédagogiques et éducatives à l'endroit des conducteurs et des prétendants à un permis de conduire. L'un des instruments centraux de la prévention des accidents était représenté, a-t-il déclaré, par le permis à points, dont la totalité des retranchements pourrait, a-t-il prévenu, aller jusqu'à l'invalidation de ce document. Ce système mettra aussi fin à l'ère des interventions, un phénomène qui, selon ce dernier, n'est pas spécifique à l'Algérie.

Meriem Benchaoua

Les ambitions des islamistes après les législatives

Mokri pense déjà au prochain gouvernement

■ Le président du Mouvement de la société pour la paix, Abderrezak Mokri, pense déjà au prochain gouvernement qui sera formé après les élections législatives.

Par Nacera C.

Dans un article publié sur le site du parti, il propose de choisir les compétences des partis qui remporteront les élections législatives et qui auront le soutien de la classe politique afin d'entamer des réformes économiques profondes pour sortir le pays de la crise actuelle. Dans un article intitulé «Les scénarios futurs en Algérie et notre vision pour dépasser la crise», le MSP écrit : «Proposer que les prochaines élections expriment la volonté populaire à travers des groupes parlementaires forts et crédibles. Et que les partis gagnants soutiennent un gouvernement consensuel et le dote des compétences algériennes des partis gagnants et autres», ajoutant que le choix d'un «chef de gouvernement compétent se fera sur la base d'un commun accord».

Selon le président du MSP, le premier objectif de ce gouvernement doit être «la mise en place d'une vision économique globale basée sur des programmes sectoriels. Ces programmes seront exécutés par le gouvernement et les différentes institutions centrales et locales dans le respect des normes de la bonne gouvernance, la transparence et s'éloigner de la corruption afin de passer d'une économie de rente à une économie productive». Pour Abderrezak Mokri, «l'importance du consensus entre les forces politiques soutenues par le



Ph./D. R.

peuple n'est pas seulement la coordination pour arriver à une vision, proposer des programmes et lutter contre la corruption mais aussi protéger le gouvernement de consensus dans une transition difficile» qui verra, selon lui, «des perturbations sociales, donc protéger le gouvernement d'une forte opposition». Enfin, il a mis en garde contre «la fraude» lors des prochaines élections. Il est à noter que le MSP a annoncé sa participation aux législatives du 4 mai prochain avec 52 listes de candidature, en attendant la validation finale des candidatures par l'Administration.

Mokri avait indiqué, lors d'une conférence de presse, que sa formation politique participera à travers les 48 wilayas du pays et 4 circonscriptions électorales à l'étranger. Pour la composante des listes de son parti, il avait

souligné que l'élément féminin constituant les listes du parti dépassait le taux des 40%. Il avait aussi précisé que «la catégorie des jeunes constitue le pourcentage le plus élevé des listes du mouvement, dont le taux a atteint les 65%».

Il avait également indiqué que le critère de compétence entrant dans la détermination des dites listes pour les prochaines législatives avait constitué «les principales» conditions fixées par le mouvement pour le choix de ses candidats. Mokri avait affirmé que l'opération de détermination des listes pour les prochaines législatives avait été effectuée au niveau du parti, conformément aux «cadre juridique et règlements internes du parti et d'une manière démocratique». Mokri est déjà sur le terrain pour soutenir les listes de son parti. Ce week-end, il était à

Chlef. Il est à rappeler que le MSP participera aux échéances du 4 mai prochain dans le cadre d'une alliance avec le Front du changement (FC), présidé par Abdelmadjid Menasra, qui est en tête de liste de l'alliance dans la wilaya d'Alger.

Le MSP a été pendant de longues années membre du gouvernement avant le divorce en 2012 avec la vague de ce qui est appelé «printemps arabe». ce parti avait aussi quitté l'Alliance présidentielle composée du RND et du FLN, une alliance qui n'existe plus. En 2013, le cinquième congrès du parti a élu Abderrezak Mokri président du parti qui a choisi la ligne d'une «opposition radicale», initiée avec d'autres partis et personnalités nationales, dont le RCD et l'ex-chef du gouvernement Ahmed Benbitour, la Coordination nationale pour les libertés et la transition. Celle-ci soutient un projet de transition démocratique et avait tenu le rassemblement de Mazafran qui avait regroupé la majorité de l'opposition.

Cependant, les législatives du 4 mai 2017 donnent de nouveaux calculs de positionnement. Djil Djadid, membre de l'Instance de suivi de l'opposition, avait vivement critiqué le MSP pour sa participation aux prochaines élections et l'avait accusé de chercher des portefeuilles dans le prochain gouvernement.

N. C.

Législatives 2017

Le RND rend public son programme électoral

Le Rassemblement national démocratique (RND) a rendu public hier le programme électoral qu'il soumettra aux Algériens à l'occasion des élections législatives du 4 mai prochain. Le parti souligne que «depuis 1999, il soutient le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, dans la mise en œuvre de ses programmes réussis», ajoutant que le RND «concorde aussi au développement national avec la concrétisation de ses propres propositions, au niveau du gouvernement et du Parlement». Le RND note que c'est avec ce même esprit qu'il soumet aux électeurs son programme qui véhicule une démarche articulée sur la «consolidation de la sécurité et de la stabilité du pays, et de l'unité de la Nation, la continuité, notamment à travers la pérennisation de la justice sociale et de la solidarité nationale». Le programme véhicule aussi une démarche d'«adaptation à la conjoncture financière, aux exigences d'une gouvernance plus efficace, aux impératifs de diver-

sification et de compétitivité de l'économie, ainsi qu'aux attentes sociales d'une population croissante et jeune». Le programme du RND contient «des propositions au bénéfice de nos compatriotes résidant à l'étranger. Suggérant une démarche solidaire et participative en direction de la communauté nationale», estimant que celle-ci «a démontré son engagement au service de l'Algérie chaque fois que les épreuves l'ont demandé». A titre illustratif, le RND cite l'engagement de cette communauté «durant la lutte de Libération nationale, avec sa solidarité envers notre peuple frappé par les calamités naturelles, et en partageant les douleurs et les joies de l'Algérie, depuis la tragédie nationale jusqu'aux victoires de l'équipe nationale». Le Rassemblement qui dit nourrir des sentiments de respect et d'affection à l'égard de notre communauté expatriée, propose à son bénéfice des mesures articulées autour d'une démarche de «consolidation des liens entre

l'Algérie et sa communauté à l'étranger, et pour associer cette dernière au développement national». Dans un chapitre dédié à la préservation de l'unité, de la stabilité et de la sécurité du pays, le RND plaide pour «la préservation de l'Islam des sectes et courants et à la promotion du rôle des zaouïas, la consécration de tamazight devenue langue nationale et officielle, et l'enseignement de l'Histoire millénaire de notre peuple». Il considère que préserver la sécurité et la stabilité du pays se fera grâce «au respect de la Constitution et des lois, au soutien à la lutte anti-terroriste et la vigilance citoyenne à l'opposition à tout projet visant l'unité nationale ou la stabilité du pays». S'agissant de l'amélioration de la gouvernance, le RND soumet des propositions relatives à l'amélioration de «la gouvernance territoriale, la gouvernance économique et de la promotion de l'Etat de droit et des libertés». Dans un autre chapitre réservé à l'accélération de la transition économique, le RND a estimé

que la transition économique «est indispensable», soumettant pour sa concrétisation une série de propositions. Il s'agit notamment de «conforter l'environnement nécessaire à l'accélération de la transition économique, de maintenir et adapter le rôle moteur de la dépense publique d'investissement, de promouvoir une politique de développement équilibré à travers le territoire et de maintenir et renforcer le soutien à l'investissement productif de biens et de services». Le RND propose aussi d'«adapter le système de formation et de recherche aux besoins de l'économie, de soutenir le développement des exportations, d'accompagner et intensifier le renouveau agricole, de développer l'économie de la construction et de préserver l'indépendance énergétique du pays». Pour ce qui est de la politique sociale que le RND souhaite «dynamique, juste et solidaire», il propose une politique basée sur «la poursuite des réformes pédagogiques et sociales de l'éducation nationale,

LA QUESTION DU JOUR

Un abus pavé de quelques bonnes intentions

suite de la page Une

On les imagine d'ailleurs mal faire bloc en la circonstance alors qu'ils ont été divergents sur des questions plus essentielles. Cela dit, tous les Etats européens n'ayant pas autorisé des meetings en faveur du oui au référendum constitutionnel turc ne sont pas eux-mêmes en période électorale, bien que désormais chez quasiment tous l'extrême droite frappe à la porte du pouvoir. A ne considérer que ceux qui ont été les plus radicaux envers la Turquie, l'Allemagne et la Hollande, on peut se demander s'ils auraient adopté la même attitude dans le cas où la révision constitutionnelle proposée avait été à l'opposé de celle qui est effectivement envisagée. Si au lieu du passage du régime parlementaire au régime présidentiel, c'était l'inverse qui était au programme, il y a tout lieu de penser qu'aucun pays européen n'aurait rechigné à ce que la campagne électorale s'étende chez lui. N'en tirons pas pour autant la conclusion que si la France a eu une attitude plus compréhensive, c'est surtout parce que son propre régime n'est pas parlementaire. Car ce que les Européens reprochent au régime turc, ce n'est pas qu'il veuille se transformer, c'est qu'il ait déjà rompu tout lien avec la démocratie. Evidemment, ce n'est pas sous Erdogan que la Turquie aurait voulu se doter d'un régime parlementaire, dans le cas où elle aurait eu un régime présidentiel, ou qu'elle aurait voulu renforcer les pouvoirs du parlement si d'aventure elle se trouvait déjà en régime parlementaire. Autrement dit, ce n'est pas entre l'Europe et la Turquie que le torchon est en train de brûler, mais entre l'Europe et le régime Erdogan. Et le divorce ne date pas d'hier mais de plus loin. Il remonte au putsch manqué de juillet 2016, ou du moins à ce qui a fini par passer pour tel. On se souvient que les Européens, de même d'ailleurs que les Américains, ne se sont pas empressés de le condamner. Cela, Erdogan ne le leur a jamais pardonné.

M. H.

l'amélioration du système de santé publique, le développement de l'assistance et du soutien aux personnes handicapées». Il propose également «l'amélioration de la politique d'accès au logement, la préservation et l'amélioration du pouvoir d'achat, une politique adaptée pour une meilleure insertion sociale des jeunes, et des mesures d'accompagnement de la promotion de la femme».

Ghani Y./APS

Brahim Bader, directeur de l'éducation de Béjaïa

«Les dossiers de retraite ont été déposés dans le délai imparti»

■ Le directeur de l'éducation, Brahim Bader, a abordé plusieurs points liés à son secteur dans une conférence de presse qu'il a animée hier. Il a indiqué que quelque 2 016 enseignants ont été recrutés sur les listes d'attente du concours national du 30 avril 2016 et 1 038 promotions internes ont été établies et validées par la Fonction publique et le contrôleur financier.

Par Hocine Cherfa

Les recrutements étaient nécessaires face, dit-il, «à la véritable saignée qui avait marqué le début de l'année, suite au départ massif des enseignants à la retraite». A ce sujet, il indique que 2 039 dossiers de départ en retraite ont été enregistrés et sont en attente d'être traités par les services de l'agence locale de la Caisse nationale des retraites (CNR). Il a affirmé que «les concernés ont bel et bien déposé leurs dossiers à temps auprès du service concerné, ou avec trois ou

quatre jours de retard. Mais faute de complément de dossier, notamment la pièce relative à l'état de service des concernés, la CNR n'a pas accepté les dossiers avant le 31/12/2016». Une situation qui commence à irriter les concernés et qui risque de déborder sur la scène publique. Le wali et le ministre de l'Éducation ont été saisis afin d'intervenir pour trouver des solutions à ce dossier qui sera réglé d'ici au mois d'août prochain. La récupération du parc logement du secteur de l'Éducation a également été abordé. On a appris, hier, que la direction de l'éducation a récupéré 37 logements sur un parc de 122 logements et 17 autres par voie de justice. Il faut noter que les fonctionnaires qui n'ont pas où s'abriter ne seront pas expulsés. S'agissant de la campagne de vaccination, le directeur de l'éducation affirme qu'elle avait été préparée dans le calme, en collaboration avec la direction de la santé. Le règlement des situations des avancements, des promotions internes, cheval de bataille des syndicats depuis de longues années, est enfin pris en charge de manière concrète. Ainsi, il est établi quelque 12 000 actes portant intégration du personnel, promo-



PH/M. ZALOUKJ. A.

tion sur des postes internes, avancement sur échelons. Ces dossiers ont été visés par le contrôleur financier de la wilaya, ceci en sus du règlement du problème épineux des contractuels qui voient ainsi leur situation d'arriérés de salaire débloquée après plus de 18 mois d'attente. «Ces derniers percevront leurs arriérés de salaires dans les plus brefs délais et l'engagement est déjà fait au niveau du Trésor public», selon le conférencier.

Concernant les examens dont la préparation est bien avancée, il est indiqué que 48 250 candidats dont 15 898 passeront cette année leur examen de 5^e, 12 618 candidats sont attendus pour le BEM et 19 734 pour le baccalauréat. Il indiquera aussi que l'enseignement de tamazight est presque généralisé dans le cycle primaire, avec 98,5%, contre 73,6% au CEM et 45,42% au lycée. En matière d'infrastructures, la direction de l'éducation

a réceptionné 9 lycées, 4 CEM et 2 écoles primaires, outre un nombre important de salles de cours. Concernant les projections, l'on évoque un besoin de pas moins de 5 lycées, 11 CEM et quelques 30 écoles primaires pour répondre à la demande en matière d'équipement dans le secteur de l'éducation et également des projections en logements de fonction qui accompagneront ces réalisations.

H. C.

Œuvres sociales de l'éducation

Les corps communs de l'éducation demandent davantage de transparence

Les corps communs et ouvriers professionnels de l'Éducation nationale affiliés au Sncopen ont observé, hier, un rassemblement devant le siège de la commission des œuvres sociales de wilaya, revendiquant plusieurs points dont l'ouverture de la porte de la commission de wilaya et la commission nationale au syndicat par une participation et une représentation qui rendraient justice aux travailleurs appelés «petites catégories». Ils réclament aussi «la prise en charge, en priorité, des dossiers

des indemnités et crédits des petites catégories, le versement des indemnités aux travailleurs ayant pris leur retraite, le traitement rapide des dossiers des indemnités des travailleurs liés aux dossiers de maladie, des analyses médicales et des interventions chirurgicales et autres, l'ouverture dans un bref délai de la coopérative des travailleurs de l'éducation, l'affichage dans les établissements des avis d'informations liés aux prestations dispensées par la commission, autrement dit la transparence

la plus absolue, puisque ces avis sont généralement affichés sur le site et réseau internet, le recouvrement des crédits accordés aux travailleurs, etc. Les mécontents ont été reçus par le président de la commission des œuvres sociales de wilaya, M. Agoud, qui a tenté de répondre point par point à leurs revendications, les informant que la coopérative des travailleurs a ouvert ses portes depuis avant-

H. C.

Tizi-Ouzou/ Journée nationale des handicapés

L'Association de prévention routière concocte un riche programme

A l'occasion de la journée nationale des handicapés, qui coïncide avec le 14 mars de chaque année, l'Association de prévention routière de la wilaya de Tizi-Ouzou a prévu plusieurs activités notamment de sensibilisation sur la prévention de accidents de la route qui sont à l'origine de handicaps de nombreuses personnes. Cette célébration est placée sous le slogan «Nos enfants, ambassadeurs de la sécurité routière». Pour la circonstance, la localité de Tadmaït (17 km à l'ouest de Tizi-Ouzou) a été retenue par les animateurs de

cette association. Au programme, selon le communiqué rendu public hier par la même organisation, une marche symbolique dans le cadre du programme de la campagne lancée «#savekids2017» des enfants scolarisés au niveau la route principale de la même ville, et ce, avec le concours des établissements primaires, la sûreté de wilaya, la Gendarmerie nationale, la Protection civile, le Centre national de prévention et sécurité routière (Cnpsr) et autres partenaires de la même association. Parallèlement à cette marche,

l'établissement Amar-Bayou de Tadmaït abritera une exposition sur la prévention routière en faveur des enfants, leurs parents et visiteurs. Cette association a inscrit dans son programme du jour l'animation d'un atelier de prévention routière avec le groupe Ixuléf «Les amis route». Est également prévu un concours de dessins pour enfants en plus d'une simulation d'un accident de la route au niveau de la cour de l'école Amar-Bayou que présenteront la Protection civile de la wilaya de Tizi-Ouzou et l'association Tarik Salama de Béjaïa.

De son côté, la sûreté de wilaya animera un circuit d'éducation de prévention routière et ce, en collaboration avec le Centre national de prévention et de sécurité routière (Cnpsr). Ce dernier présentera, à l'occasion, un modèle réduit d'un village de prévention routière. La célébration de la journée nationale des handicapés sera clôturée par la signature de la charte «#savekids» par les participants à l'action avant d'être remise aux autorités locales.

Hamid M.

Enseignement supérieur La France pour une coopération dans un climat de «confiance»

LE PRÉSIDENT du groupe parlementaire d'amitié algéro-français au Sénat français, Alain Neri, a souligné, hier à Alger, la volonté de son pays de développer la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche dans un climat de «confiance» et d'«amitié». Dans une déclaration à la presse à l'issue de son entretien avec le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, M. Neri a fait savoir que la France a «la volonté de développer la coopération et les échanges (dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, NDLR) dans un climat de confiance et d'amitié». Il a ajouté avoir longuement discuté avec M. Hadjar sur la coopération bilatérale notamment les questions ayant trait à la formation, à l'éducation et à l'utilisation des langues étrangères ainsi que leur développement.

«Notre jeunesse (algérienne et française) a besoin de formation, d'éducation et d'ouverture sur le monde notamment à travers le développement des langues étrangères», a-t-il précisé. De son côté, le ministre a indiqué que les discussions ont été également centrées autour de l'apprentissage de la langue française et les difficultés rencontrées dans sa maîtrise. Dans le même cadre, M. Hadjar a rappelé que l'année universitaire 2015/2016 a enregistré le déplacement de «3 500 enseignants français vers l'Algérie et 5 000 enseignants algériens vers la France».

Yanis Gh.

Mise en œuvre de l'Accord d'association

L'Algérie et l'UE signent une convention de financement de 20 millions d'euros

■ L'Algérie et l'Union européenne ont signé, hier à Bruxelles, une convention de financement d'un programme d'appui à la mise en œuvre de l'Accord d'association d'un montant de 20 millions d'euros, financé exclusivement par l'Union.



Par Safia T.

La convention a été signée par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, et la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, ainsi que par le commissaire chargé de la politique européenne de voisinage, Johannes Hahn, à l'occasion de la 10^e session du Conseil d'association Algérie-UE. Selon une source diplomatique, ce programme (P3A) vise la mise à niveau des administrations et des institutions publiques algé-

riennes pour être en mesure de remplir les objectifs de l'Accord d'association Algérie-UE, en apportant à celles-ci l'expertise et les outils de travail nécessaires à la réalisation des objectifs de l'Accord. Ce programme sera mis en œuvre pour une période de 48 mois à compter de la date de signature de sa convention de financement. Depuis son lancement en 2007, les interventions du programme P3A ont porté sur des jumelages institutionnels, des actions ponctuelles telles que la mobilisation de l'expertise privée à travers l'assistance technique pour réaliser les actions à court et moyen

terme, ainsi que sur des appuis spécifiques à travers le programme d'assistance technique et d'échange d'informations (TAIEX). « Ces actions portent sur l'assistance technique et d'échange d'informations qui permet la diffusion, à court terme, de savoir-faire et de bonnes pratiques, en particulier dans le cadre de l'élaboration des actes législatifs », a-t-on expliqué.

Début des travaux de la 10^e session

Par ailleurs, l'Algérie et l'Union européenne (UE) ont

entamé, hier à Bruxelles, les travaux de la 10^e session de leur Conseil d'association, institué par l'Accord d'association signé en 2002 et mis en œuvre en 2005 et qui a instauré un dialogue ouvert et une coopération globale entre les deux parties. Cette réunion annuelle est coprésidée par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, et la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini. Lors de cette nouvelle session de dialogue politique dont les travaux se déroulent à huis clos, l'Algérie et l'UE devraient passer en revue l'état et les perspectives des relations de coopération et de partenariat et examiner les voies et moyens de leur impulser une nouvelle dynamique, selon une source diplomatique. Le Conseil d'association examinera, en outre, les thèmes des priorités du partenariat UE-Algérie, particulièrement, la question de la mise en œuvre de la Constitution algérienne, la gouvernance et la société civile, le soutien à la diversification de l'économie algérienne et les relations commerciales. Il se penchera également sur la problématique de la migration et la mobilité, ainsi que la coopération dans le secteur de l'énergie. Ramtane Lamamra et Federica Mogherini discuteront également de la situation régionale en Libye, au Mali et au Sahel. Ils échangeront aussi sur l'intégration maghrébine et coopération régionale, ainsi que

sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et la radicalisation. La nouvelle session du Conseil d'association Algérie-UE devrait permettre d'entériner le document final portant les conclusions de l'évaluation conjointe de la mise en œuvre de l'Accord d'association et celui contenant les priorités conjointes de partenariat, définies au titre de la Politique européenne de voisinage renouvelée à laquelle l'Algérie a participé activement lors du processus de révision. S. T./APS

Changes

L'euro stable face au dollar avant la réunion de la Fed

L'EURO se stabilisait face au dollar hier à l'entame d'une semaine qui s'annonce mouvementée sur les marchés monétaires, notamment avec une réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui devrait resserrer sa politique monétaire. En début d'après-midi, l'euro valait 1,0667 dollar après avoir atteint son plus haut en plus d'un mois à 1,0714 dollar tôt dans la matinée, contre 1,0672 dollar vendredi soir. La devise européenne reculait face à la monnaie nippone, à 122,24 yens pour un euro, contre 122,50 yens vendredi soir. Le billet vert baissait lui aussi face à la devise japonaise, à 114,59 yens pour un dollar contre 114,78 yens vendredi. Le rapport mensuel sur l'emploi américain publié vendredi s'est révélé positif sur tous les fronts avec 235 000 créations d'emplois en février, soit bien plus que prévu, une légère décre de du taux de chômage à 4,7% et une nouvelle hausse du salaire horaire moyen. Selon les analystes, ces chiffres renforcent la conviction du marché d'une hausse des taux de la Fed. Au terme de deux jours de réunion, le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) annoncera demain mercredi s'il resserrera bien sa politique monétaire comme s'y attendent les analystes. La livre britannique remontait face à l'euro, à 87,36 pence pour un euro, et montait aussi face au billet vert, à 1,2208 dollar pour une livre. Le franc suisse montait face à l'euro, à 1,0751 franc pour un euro, ainsi que face au dollar, à 1,0079 franc pour un dollar. La devise chinoise valait 6,9104 yuans pour un dollar contre 6,9093 yuans vendredi. R. E.

Gisement de fer de Gara-Djebilet

L'étude de faisabilité confiée au chinois Sinosteel

La Société nationale de fer et de l'acier (Feraal) et l'entreprise chinoise Sinosteel equipment & engineering ont signé, hier à Alger, un protocole d'accord de réalisation des études de pré-faisabilité et de faisabilité des investissements de développement du gisement de fer de Gara-Djebilet (Tindouf). Le document a été paraphé par le directeur

général de Feraal, Ahmed Benabbas, et celui de Sinosteel, Wang Jian, en présence du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb, et de l'ambassadeur de Chine à Alger, Yang Guangyu. Déjà présente à Bellara (Jijel) et à Oran, Sinosteel est une entreprise étatique chinoise fondée en 1993, activant principalement dans l'ex-

ploitation minière, la fabrication d'équipements et l'ingénierie, et est le 2^e importateur chinois de minerai de fer. Ces études de pré-faisabilité et de faisabilité devraient être prêtes à fin 2017 et porteront sur l'ensemble des aspects de la mise en exploitation du gisement, a expliqué M. Bouchouareb.

Salem K.

Pétrole-prix

Le Brent à un peu plus de 51 dollars à Londres

Les prix du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens pour la cinquième séance consécutive, la crainte d'une hausse de l'activité américaine pèse sur le marché. En début d'après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 51,17 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 20 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange

(Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'avril cédait 27 cents à 48,22 dollars. «Les cours du pétrole commencent la semaine comme ils avaient passé la semaine précédente, au plus bas depuis l'accord de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole, ndr), malgré la faiblesse du dollar», a commenté un analyste. Fin 2016, les cours avaient décollé, dopés par la perspective d'une baisse de l'offre mondiale en raison de cet accord liant l'Opep et

d'autres grands producteurs, qui s'engageaient à limiter leurs extractions sur les six premiers mois de 2017 pour entamer les réserves mondiales et rééquilibrer le marché mondial. «La baisse de hier lundi intervient alors que l'entreprise privée Baker Hughes a publié vendredi soir ses données sur les puits actifs aux Etats-Unis, qui ont augmenté pour la huitième semaine consécutive, ce qui nourrit les craintes d'une hausse de la production américaine qui compenserait les baisses

de l'Opep», a expliqué l'expert. «Les données recueillies par sondage sur les niveaux de production font état d'une baisse de l'Opep, mais il n'y a pas vraiment d'autres éléments qui montrent que l'offre se resserre. Au contraire, les réserves américaines de brut atteignent des nouveaux records chaque semaine, et les importations chinoises de février sont tout juste en deçà de leur niveau record de décembre dernier», ont abondé d'autres analystes. A. O./Agences

Souk Ahras

Réalisation en cours de trois nouveaux barrages

■ Le parachèvement des travaux de réalisation de trois barrages dans la wilaya de Souk Ahras renforcera la capacité d'alimentation en eau potable, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Par Hatem D.

La même source a précisé que la réalisation du barrage d'Oued Mellègue, d'une capacité de 150 millions m³, devra permettre d'alimenter le complexe de transformation de phosphate de la commune d'Oued Kéberit et les foyers de la région nord de la ville d'Ouzena (Tébessa). Ces ouvrages hydrauliques sont inscrits au titre du programme de soutien au développement économique affecté au bénéfice de la wilaya dans le cadre du quinquennat 2010-2014. Il s'agit également, ajoute la même source, du barrage d'Oued Djedra, situé

à 30 km, à l'est du chef-lieu de wilaya, d'une capacité de stockage estimée à 35 millions m³, dont le chantier est actuellement à 75% du taux d'avancement des travaux. Le troisième ouvrage appelé à soutenir les efforts inscrits dans le cadre de l'amélioration de l'alimentation en AEP est le barrage d'Oued Leghnm dans la commune de Khedhara. Selon la même source, ce projet sera lancé «*incessamment*» et alimentera, une fois mis en exploitation, les populations des communes frontalières d'Ain Zana, Khedhara, Ouled Moumène, Heddada et Sidi Fredj. Ces ouvrages s'ajoutent aux deux barrages actuellement



PH. > D. R.

exploités, en l'occurrence Ain Dalia (76 millions m³) et celui d'Oued Charef (150 millions m³) et contribueront, dès leur entrée

en exploitation, à augmenter le ration d'AEP par jour pour atteindre 152 litres par habitant contre 111 litres enregistrés actuellement, a-t-on affirmé. Pour rappel, il a été procédé récemment à l'alimentation en eau potable des habitants de la commune de Bir Bouhouche (70 km au sud de Souk Ahras) depuis le barrage d'Ain Dalia après le parachèvement des travaux d'amenée d'eau depuis la station de pompage de la localité de Berriche dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, sur 9 km. La zone d'activité de la même commune a été également raccordée au réseau d'alimentation en AEP depuis ce barrage, dans le cadre de la stratégie d'encouragement de l'investissement, ajoutent les services de la wilaya.

H. D./APS

Tissemsilt

Baisse de la production de poissons des barrages

La production de poissons ensemencés aux barrages de la wilaya de Tissemsilt est passée de 6 tonnes en 2015 à 2,3 t en 2016, a-t-on appris du chef de la station de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques. Cette grande baisse enregistrée au niveau du barrage de Koudiet Rosfa est justifiée par l'exploitation de cette ressource depuis plusieurs années, a souligné Ahmed Zahaf. Il a ajouté que la production de l'année dernière au niveau des barrages de

Koudiet Rosfa et Méghila a concerné la carpe argentée et la carpe grand bec au titre de la pêche continentale, commerciale et de loisir. Par ailleurs, le même responsable a annoncé que la station de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques envisage de concrétiser prochainement un programme d'aquaculture dans la wilaya au titre du programme du ministère du secteur visant une intégration des agriculteurs de la région à ce créneau. Cette station a formé, l'an dernier,

trois techniciens et deux agriculteurs en aquaculture intégrée avec l'agriculture au niveau des fermes pilotes des wilayas de Sidi Bel-Abbès et de Ghardaïa. Elle prévoit des rencontres de sensibilisation en collaboration avec les dispositifs d'emploi dans des établissements de jeunes pour faire découvrir les avantages accordés par l'Etat pour ceux qui désirent investir dans le domaine de la pêche continentale commerciale et l'aquaculture.

APS

Universités Batna 1 et 2

Réception de 6 500 places pédagogiques avant fin mai

Pas moins de 6 500 places pédagogiques aux universités Batna 1 et 2 seront réceptionnées «*avant la fin du mois de mai prochain*», a souligné, à Batna, le chef de l'exécutif local. Au cours d'une visite de travail consacrée aux chantiers du secteur de l'enseignement supérieur, implantés dans les communes de Batna, Festis et Djerma, le wali Mohamed Salamani a précisé que la réception de ces places pédagogiques permettra de lancer la phase d'équipement de ces structures en prévision de la rentrée universitaire 2017-2018. Il

a, dans ce contexte, instruit à l'effet de redoubler les efforts et parachever les travaux de réalisation des 1 500 places pédagogiques dépendant de la faculté des droits de l'université Batna 1 et ceux de 2 000 places pédagogiques de la faculté de médecine ainsi que le chantier des 3 000 places pédagogiques (classes préparatoires des sciences et technologie) dépendant à l'université Batna2. Chahid Mustapha-Benboualid, «*avant le mois sacré du ramadhan*». In situ, le même responsable a exhorté les responsables des

entreprises chargées de ces travaux de renforcer les chantiers en moyens humains et matériels et rattraper le retard constaté sur les délais impartis. De son côté, le vice-recteur de l'université Batna 2, chargé du développement, de la prospection et de l'orientation, Rafik Demagh, a indiqué à l'APS que tout retard dans la réception des places pédagogiques en cours de réalisation au profit des facultés de médecine et des sciences et technologie rendra la prochaine rentrée universitaire «*difficile*» pour ces spécialités, d'autant, a-

t-il ajouté que l'université Batna 2 Chahid Mustapha-Benboualid prévoit d'accueillir plusieurs milliers de nouveaux étudiants. Le wali a également inspecté le chantier de 140 logements d'attente pour les enseignants des universités Batna1 et 2 (60 logements dans la commune de Festis et 80 logements à Djerma) et dont le taux d'avancement des travaux a été qualifié d'«*appréciable*». Sur place, le chef de l'exécutif local a instruit à l'effet de lancer les travaux d'aménagement extérieur dans les plus brefs délais. Lydia O./Agences

Oum El Bouaghi Parachèvement de l'opération du cadastre rural

LA DIRECTION du cadastre de la wilaya d'Oum El Bouaghi a terminé entièrement, durant 2016, le cadastre rural à travers les 29 communes de cette wilaya, a indiqué son directeur Mohamed El Mouhab. Les efforts des équipes techniques assistées par celles de Khenchela et Souk Ahras s'attellent actuellement à achever les dernières poches du cadastre urbain, a-t-il assuré. Le programme d'action 2017 de la direction comporte le cadastre urbain des communes de Bir Chouhada, Ouled Kacem, Ez-zarg, Meskiana, Boughrara Saoudi, Ouled Hamla, B'hir Chergui et Ain Zitoun, selon la même source. Pas moins de 4 854 hectares urbains revenant à 32 261 propriétaires ont été cadastrés, a ajouté ce responsable qui a estimé que ces résultats demeurent «*timides*» en raison du manque de moyens (véhicules, imprimantes, matériel topographique).

R. E.

Batna

Plus de 300 demandes de raccordement au réseau d'électrification rurale

Au total, 312 demandes de raccordement au réseau d'électrification rurale ont été déposées à la direction de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDE) de la wilaya de Batna dans le cadre d'un accord signé avec la direction des services agricoles (DSA), a affirmé Hocine Madhi, directeur de cette entreprise. Ce responsable a indiqué qu'au cours de la journée d'étude, organisée au profit des agriculteurs de la wilaya à la maison de la culture Mohamed-Laid-El-Khalifa, 94 dossiers ont été enregistrés au niveau de la circonscription d'Arris, relevant de cette entreprise, et 69 autres dans celle de Barika, ajoutant que jusqu'à présent 147 dossiers ont été

étudiés. Assurant que les demandes formulées par les agriculteurs seront satisfaites une fois l'étude des dossiers finalisée, cette même source a précisé que la wilaya est alimentée actuellement en énergie électrique à partir de 12 sources électriques d'une capacité totale de 740 Mega Volt Ampères (MVA). Cette journée d'étude à laquelle ont pris part 150 agriculteurs, des responsables du secteur des forêts, des services agricoles ainsi que des cadres de la Société de distribution de l'électricité et du gaz, a constitué une occasion d'exprimer certaines préoccupations relatives au raccordement au réseau d'électrification rurale ainsi que l'amélioration de la tension qui

connaît parfois des dérèglements. Selon le directeur de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Batna, cette journée a été également une opportunité pour prendre connaissance des requêtes de cette catégorie de clients et de leur accorder les explications nécessaires, notamment celles liées à la haute et moyenne tensions ainsi que les instructions à suivre pour réduire leur facture d'électricité. La seconde journée de cette rencontre à caractère technique et de sensibilisation organisée par la Société de distribution de l'électricité et du gaz de l'est sera consacrée aux investisseurs industriels locaux.

N. F.

Libye

La Russie au chevet de Haftar

■ Malmené par les Brigades de défense de Benghazi, dans le stratégique Croissant pétrolier, le maréchal Haftar semble de plus en plus proche de Moscou.



Ph. DR

Par Lamia O.

Décidé à mettre de l'ordre dans le borborygme libyen, Moscou semble tout miser sur Khalifa Haftar. Ce dernier semble avoir toutes les qualités requises par une partie de l'establishment russe pour réunifier et sortir la Libye du chaos où le pays est plongé depuis 6 ans. Un attrait qui explique l'apparition de «contractors» russes dans les zones contrôlées par les hommes de Haftar.

Malmené par les Brigades de défense de Benghazi, dans le stratégique Croissant pétrolier, le maréchal Haftar semble de plus en plus proche de Moscou. En effet, après une visite officielle à

Moscou où l'ex-général de Khadafi a été reçu avec les honneurs au Kremlin et accueilli par Vladimir Poutine. Le leader de la Libyan National Army (LNA) aurait, selon Reuters, reçu le soutien de «contractors» d'entreprise de sécurité russes.

Opération de reconnaissance ou simple prestation

Cette «prestation» assurée par la firme russe RSB-Group signifie une marque de confiance de Moscou, alors même que les plans de réunification de la Libye de Khalifa Haftar ont été stoppés net par l'avancée des BDB dans la zone pétrolière qui s'étend entre Ras Lanouf et Brega.

D'ailleurs, le Kremlin avait déjà publiquement annoncé sa volonté de «mettre de l'ordre dans le borborygme libyen». Là où une grande partie de la communauté internationale a décidé de se ranger derrière le gouvernement reconnu par les Nations unies, une partie de l'establishment russe voit dans Khalifa Haftar, un dirigeant assez «fort» pour réunifier un pays en proie à l'anarchie depuis la chute du régime Khadafi. Moscou avait utilisé des entreprises de la sorte en Syrie avant d'y intervenir militairement. Ces entreprises sont généralement tenues et formées par des vétérans des forces spéciales russes, notamment les fameux «Spetnaz». Selon l'agence de presse Reuters, le management

de RSB-Group aurait confirmé avoir reçu l'aval de Moscou, via le ministère des Affaires étrangères russe, avant d'accepter la proposition de Haftar. Bien que la Russie soit décidée à soutenir Haftar, des divergences semblent apparaître sur la question au sein du Kremlin.

Haftar seul ou sous la bannière de l'ONU ?

En effet, là où la diplomatie russe propose un ralliement de Haftar au gouvernement reconnu par l'ONU, «l'Armée rouge» et une partie du Kremlin penchent pour favoriser le seul camp Haftar, de manière à ce qu'une seule faction puisse contrôler, l'ensemble ou du moins une majeure partie du territoire libyen. Cette dernière hypothèse semble être en position de force, renforcée par les «bons résultats» engrangés en Syrie. Un pays où l'intervention militaire russe a permis au régime Assad de reprendre du terrain, ménager ses sources et sécuriser une majeure partie «de la Syrie utile». Reste à savoir si Moscou décidera d'un engagement unilatéral comme c'est le cas en Syrie pour soulager les forces de Haftar où que les stratèges du Kremlin opteront pour une guerre asymétrique à l'ukrainienne. A noter, qu'en cas de perte définitive du Croissant pétrolier par la LNA en faveur des BDB, cela pourrait faire basculer la balance en faveur de la thèse défendue par la diplomatie russe. Ce qui se traduirait par un ralliement forcé

de Haftar au gouvernement mis en place par l'ONU.

L. O./Agences

Algérie-Mauritanie Lancement des préparatifs d'une expo-vente des produits algériens à Nouakchott

LES PRÉPARATIFS pour l'organisation d'une Expo-vente de produits algériens, prévue du 20 au 30 avril prochain à Nouakchott (Mauritanie), ont été lancés en coordination entre la Société algérienne des foires et expositions (Safex) et les parties mauritaniennes en vue de garantir les meilleures conditions à la réussite de cet événement économique. Le responsable du département des expositions à l'étranger à la Safex, Biyata Fethallah, a effectué une visite à Nouakchott au cours de laquelle il a eu des contacts avec le ministère mauritanien du Commerce et des Douanes et les parties concernées par l'organisation de cette manifestation en vue de réunir les informations nécessaires pour garantir la réussite de cette manifestation. Les rencontres entre le représentant de la Safex et des responsables mauritaniens représentant plusieurs secteurs ont permis de passer en revue les préparatifs et les dispositifs liés à l'organisation du plan de commercialisation et d'information de l'exposition. Dans une déclaration à l'APS à l'issue de sa visite, M. Biyata a affirmé avoir reçu toutes les facilitations de la part des autorités mauritaniennes, se disant «satisfait des résultats de cette mission». Plusieurs entreprises algériennes du secteur public et privé, spécialisées dans l'industrie, l'agroalimentaire, le médical et paramédical, le tourisme et l'artisanat, prennent part à cette manifestation qui durera 10 jours. Organisée au complexe olympique de Nouakchott sur une superficie de 1000 m², l'exposition a pour objectif de faire connaître les produits algériens qui connaissent une forte demande en Mauritanie et à encourager l'exportation conformément à la démarche du gouvernement qui consiste à orienter l'exportation vers les marchés africains. L'exposition sera composée de deux parties, l'une dédiée à la vente des produits algériens et l'autre à l'organisation de rencontres entre les opérateurs économiques et investisseurs algériens et leurs homologues mauritaniens.

Halim T.

R. M.

Tunisie

Adhésion de près de 40 figures nationales au mouvement NidaTounes

L'Assemblée des représentants du peuple (ARP), Sofiane Toubal, a fait savoir que près de 40 figures nationales ont adhéré au mouvement Nidaa Tounes, parmi lesquelles d'anciens ministres dans les gouvernements d'avant 2011 et dans celui de Habib Essid et d'autres personnalités nationales, ajoutant que l'adhésion demeurera ouverte à d'autres personnalités qui devraient se joindre au mouvement prochainement.

Lors d'une conférence tenue dimanche à Gammarth (banlieue nord de Tunis), à l'occasion de la conférence des cadres du mouvement Nidaa Tounes, Toubal a déclaré que le thème principal de ce conclave est la séance qui se tiendra entre l'Instance indépendante des élections (ISIE) et les partis pour fixer la date des élections municipales, précisant que les cadres du mouvement ont convenu, au cours de cette réunion, de la nécessité d'activer la tenue de ces dernières prévues avant la fin de 2017.

Selon la même source, il a également été question du renouveau des structures locales du parti, indiquant qu'une campagne nationale sur les adhésions sera menée du 15 mars au 15 avril 2017. Elle sera suivie du renouvellement de tous les bureaux et coordina-

tions locales du parti du 15 avril jusqu'au 15 mai 2017, en prévision des élections municipales. Toubal a précisé que les listes électorales seraient prêtes en septembre 2017 et à cet effet une commission chargée de la préparation des élections municipales sera constituée et présidée par Slim Chaker. Concernant les infiltrations des réunions du mouvement, Toubal a souligné que le comité politique et la commission du règlement examineront cette question et les mesures adéquates seront prises avec le gel ou l'exclusion des impliqués dans cette affaire. Il y a lieu de signaler que parmi les personnalités qui ont adhéré au mouvement de Nidaa Tounes figurent Maher Ben Dhia, Hédi Mekni et Majdoline Cherni, outre le retour des deux membres du bureau exécutif qui s'étaient retirés, à savoir Mondher Belhaj et Ridha Bouajina.

Rached Ghannouchi : la jeunesse constitue la solution et le problème

Le leader du mouvement Ennahdha Rached Ghannouchi a souligné que «la question de la jeunesse qui constitue la solution et le problème en même temps est l'une

des priorités du mouvement».

«La communauté nationale, dont le mouvement Ennahdha, doit accorder l'importance nécessaire à cette catégorie afin de lui ouvrir les perspectives d'avenir», a ajouté le président du parti en marge des réunions du conseil de la Choura du mouvement tenues samedi et dimanche à Hammamet.

Il a fait remarquer que «l'avenir de la Tunisie est menacé tant qu'elle est considérée comme une source de terrorisme», mettant en garde contre «l'ampleur du problème des stupéfiants au point que (certains) pensent à le décriminaliser après sa large propagation et l'augmentation du nombre des consommateurs détenus en prisons». Interrogé sur les rumeurs au sujet d'éventuels changements à la tête de la direction du mouvement, Ghannouchi a affirmé que le statut du mouvement est clair sur l'alternance à sa tête et que tous les dirigeants sont engagés par les décisions de ses structures et institutions. A l'ordre du jour de la réunion du conseil de la Choura, l'examen des deux dossiers portant sur la réforme du mouvement et sur la jeunesse en passant en revue les problèmes des jeunes du mouvement et des jeunes Tunisiens en général.



Référendum en Turquie

L'opposition croit à la victoire du «non»

■ Le chef de l'opposition turque, Kemal Kılıçdaroğlu, s'est dit convaincu que les Turcs rejetteraient l'extension des pouvoirs du président Erdogan, avertissant qu'une victoire du «oui» lors du référendum du 16 avril abolirait la démocratie dans le pays.

Par Ali O.

«Le résultat sera "non", parce que des questions ont été soulevées même parmi les électeurs de l'AKP, le Parti de la Justice et du Développement, au pouvoir», a déclaré dans un entretien à l'AFP M. Kılıçdaroğlu, président du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate). Les Turcs sont appelés à voter le 16 avril sur une réforme constitutionnelle instaurant un système présidentiel qui supprime le poste de Premier ministre et autorise notamment le président à nom-

mer et révoquer les ministres et à intervenir directement dans le domaine judiciaire. Selon les dirigeants turcs, la révision constitutionnelle, qui pourrait permettre à M. Erdogan de rester au pouvoir jusqu'en 2029, est nécessaire pour doter la Turquie d'un exécutif fort, capable d'affronter les défis économiques et sécuritaires. Mais l'opposition estime qu'elle accorderait trop de pouvoirs au président, déjà accusé de dérive autoritaire. «L'équilibre entre le judiciaire, l'exécutif et le législatif sera entièrement perdu», explique M. Kılıçdaroğlu, à la tête du CHP depuis 2010. «Les trois

pouvoirs seront réunis entre les mains du président». «Une personne avec autant de pouvoirs et d'influence mettrait en danger l'avenir de la Turquie», met-il en garde, soulignant que «ce pouvoir n'a même pas été accordé à Mustafa Kemal Atatürk», le fondateur de la Turquie moderne. Le CHP est le parti créé par Atatürk, et se pose en défenseur des valeurs de la république laïque et moderne fondée en 1923. Selon Kemal Kılıçdaroğlu, né en 1948 dans une famille modeste de l'est anatolien, ce projet menace la démocratie turque. «S'il n'y a pas d'indépendance de la justice, si les organes législatif et exécutif peuvent être mis sous contrôle, cela signifie qu'il n'y a plus de démocratie», affirme-t-il, le regard droit à travers ses fines lunettes rondes. L'opposition critique également la tenue de référendum sous état d'urgence : depuis le coup d'État manqué du 15 juillet et l'instauration de cet état d'exception, plus de 43 000 personnes ont été arrêtées et plus de 100 000 limogées ou suspendues, notamment des universitaires, des magistrats et des journalistes. Une dizaine de membres du deuxième parti d'opposition (HDP, prokurde), dont ses deux coprésidents, sont également en détention, accusés de soutenir ou d'appartenir au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), classé organisation terroriste par la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne. Si Ankara justifie ces purges



R. P. / A. O.

par la lutte anti-terroriste, des voix critiques dénoncent une répression ciblée de l'opposition. «Si le gouvernement veut un référendum démocratique, un référendum sur lequel le monde ne pourrait pas avoir de doutes, ce référendum ne devrait pas se dérouler sous état d'urgence», affirme Kemal Kılıçdaroğlu. L'espace accordé à l'opposition pour la campagne référendaire est limité : le président et son Premier ministre multiplient les meetings pour défendre le «oui», avec leurs discours systématiquement retransmis en direct à la télévision. La rhétorique choisie par le camp du «oui», repose en partie sur la diabolisation des opposants au texte, qui feraient le jeu des «terroristes» et des «putschistes». Pour sa campagne, le CHP a choisi une

affiche illustrant un enfant, se tenant près d'un soleil coloré flanqué du message «Pour mon avenir, non». M. Kılıçdaroğlu explique que le parti cible particulièrement les femmes, avec des actions de porte-à-porte pour tenter de convaincre le plus grand nombre. «Nous voulons laisser à nos enfants une Turquie avec une démocratie développée (...), un système judiciaire indépendant et des médias libres d'écrire et de dessiner», explique cet économiste de formation, présentant l'axe de campagne de son parti. Le résultat du référendum s'annonce serré : les médias progouvernementaux publient régulièrement des sondages qui donnent le «oui» en tête, tandis que ceux publiés dans les médias d'opposition prédisent une victoire du «non».



Points chauds

Indépendance

Par Fouzia Mahmoudi

Si le résultat du référendum sur la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne a été un choc brutal pour l'UE d'abord, puis pour les États-Unis, l'on n'oublie trop souvent le choc immense que cela a été pour les Britanniques eux-mêmes qu'ils aient voté pour, contre, ou se soient abstenus. L'Écosse avait d'ailleurs été particulièrement touchée par ce résultat, alors que les électeurs écossais ont dans leur grande majorité voté pour le maintien de la Grande-Bretagne en Europe. Mais ce résultat si désastreux qu'il a alors semblé, est devenu ces dernières semaines une nouvelle opportunité pour les représentants écossais pour demander un nouveau référendum d'indépendance. En effet, l'Écosse pourrait organiser une nouvelle consultation sur son indépendance, faisant ressurgir l'une des conséquences les plus redoutées du Brexit : l'éclatement du Royaume-Uni. La Première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, a annoncé hier qu'elle demanderait la semaine prochaine l'autorisation d'en organiser un nouveau pour l'indépendance de la province fin 2018 ou début 2019, au moment où le lancement du Brexit est imminent. «J'estime qu'il est important que l'Écosse soit en mesure de décider de son futur (...) avant qu'il ne soit trop tard», a affirmé la Première ministre et chef des indépendantistes du SNP. L'Écosse s'était prononcée à 62% contre la sortie de l'Union européenne en juin dernier, 52% des Britanniques ayant, eux, choisi le Brexit. La chef des indépendantistes SNP n'a cessé depuis juin de répéter qu'une sortie de l'UE justifierait l'organisation d'une nouvelle consultation, après celle de septembre 2014, remportée par le «non» (55%) et vécue comme un rendez-vous manqué avec l'histoire par les nationalistes. L'annonce a pris de court au Royaume-Uni, intervenant au moment même où le Parlement s'appête à donner son feu vert définitif au déclenchement du Brexit. Selon Mark Duffley, directeur Écosse de l'institut Ipsos Mori, la très populaire Nicola Sturgeon nourrit «l'espoir qu'en menant une campagne très différente de celle de 2014, alors qu'on se dirige vers un Brexit dur, elle réussira à convaincre suffisamment d'électeurs». Nicola Sturgeon, 46 ans, dont 30 ans de militantisme nationaliste, avait préparé le terrain la semaine dernière en justifiant l'organisation d'un référendum à l'automne 2018. «Je pense que, quand le genre d'accord obtenu par le Royaume-Uni sur la sortie du pays de l'Union européenne deviendra clair, ce sera une date logique (...) si c'est le chemin que nous choisissons de prendre», a-t-elle dit sur la BBC. L'Écossaise devra toutefois franchir toute une série d'obstacles. À commencer par l'opposition de la Première ministre conservatrice Theresa May. «Les habitants de l'Écosse méritent un Premier ministre concentré sur leurs priorités» et «pas un nationalisme borné», a-t-elle lancé début mars à Édimbourg. Downing Street a réitéré cette position hier dans un communiqué en condamnant «un facteur de division» intervenant «au pire moment possible». Mais Theresa May pourrait-elle vraiment empêcher un nouveau référendum ? Ce serait prendre le «risque de pousser l'opinion publique dans les bras de l'indépendance», estime Mark Duffley. Le premier référendum sur l'indépendance de l'Écosse avait été gagné par le non, le gouvernement britannique ayant réussi à instiller la peur de lendemains incertains dans l'esprit d'une majorité d'Écossais. Mais désormais la donne a changé et ceux qui demain craignaient d'être déconnectés de l'UE pourraient au contraire trouver un nouveau moyen de rejoindre l'Europe en tant que pays indépendant.

F. M.

Irak

Les jihadistes de l'EI piégés à Mossoul-Ouest

Les combattants du groupe État islamique (EI) sont désormais piégés dans Mossoul-Ouest, leur dernier bastion important en Irak, car les forces irakiennes ont coupé tous les accès routiers, a annoncé un responsable américain. «L'EI est pris au piège. Dans la nuit, la 9^e division blindée de l'armée irakienne, basée près de Badouch au nord-ouest de Mossoul, a coupé le dernier accès routier de la deuxième ville du pays», a déclaré dimanche à des journalistes à Bagdad l'envoyé spécial américain auprès de la coalition internationale antijihadistes, Brett McGurk. «Tous les combattants qui se trouvent à Mossoul vont y mourir», a dit M. McGurk. «Nous sommes très déterminés non seulement à les vaincre à Mossoul, mais aussi à faire en sorte que ces types ne puissent pas s'échapper». Des responsables américains ont récemment évalué à 2 500 le nombre de jihadistes présents dans l'ouest de Mossoul et dans la ville de Tal-Afar, à l'ouest. La ville septentrionale avait été conquise en juin 2014 par le groupe ultraradical sunnite au cours d'une offensive éclair qui lui avait permis de s'emparer de vastes pans du territoire irakien à l'ouest et au nord de Bagdad.

Mais l'EI a depuis perdu 60% de l'ensemble de ces territoires, selon M. McGurk. Les forces irakiennes ont également repris à l'EI «plus d'un tiers» de la partie ouest de Mossoul depuis le lancement le 19 février de l'offensive sur ce secteur de la ville, a indiqué à l'AFP le général Maan al-Saadi, des forces d'élite du contre-terrorisme (CTS). La bataille pour Mossoul-Ouest est la seconde grande phase de l'opération lancée le 17 octobre par les forces irakiennes, qui, appuyées par la coalition internationale sous commandement américain, avaient annoncé fin janvier la «libération» de la partie orientale. Mais si la résistance jihadiste faiblit, les responsables militaires préviennent que des combats acharnés sont encore à venir pour reconquérir la totalité de Mossoul. «Nous combattons un ennemi aux méthodes irrégulières, qui se cache au milieu des citoyens», a déclaré à l'AFP le général Yahya Rasool, porte-parole du commandement des opérations conjointes. Cette résistance devrait être particulièrement forte dans la vieille ville, un quartier aux rues étroites

où des centaines de milliers de civils sont toujours pris au piège. Des unités d'intervention rapide et la police fédérale attaquaient dimanche la zone de Bab al-Toub, près de la vieille ville, tandis que les CTS combattaient dans le quartier d'al-Jadida et celui d'al-Aghawat qu'ils ont repris dans la journée, selon le général Rasool. Mais cette progression demeure laborieuse. Car «nous ne pouvons pas laisser des poches (de jihadistes) derrière nous. Il nous faut donc prendre le contrôle des zones, traquer les jihadistes, désamorcer (les bombes), contrôler les citoyens présents avant de pouvoir poursuivre notre progression», explique le général Saadi. Dans la Syrie voisine, l'EI est également en recul, en particulier autour de son fief de Raqa dans le nord. Une ONG, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), a indiqué que «d'intenses combats» s'étaient poursuivis dimanche entre les jihadistes et les Forces démocratiques syriennes (FDS) – une alliance de combattants kurdes et arabes appuyée par Washington –, qui étaient parvenus à couper les principaux axes de communication de la ville avec l'extérieur, ouvrant la voie à l'assaut final.



Mihoubi salue l'organisation de ce genre d'évènements

Premier Colloque international du Printemps blidéen de la poésie

■ L'ouverture du colloque a été marquée par la participation de poètes palestiniens, irakiens, marocains, tunisiens, mauritaniens et soudanais, aux côtés de poètes algériens.

Par Adéla S.

Le premier Colloque international du Printemps blidéen de la poésie a ouvert ses portes samedi dans la ville de Blida, en présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi.

Présidant l'ouverture de cet événement auquel participent sept pays arabes, le ministre a salué l'organisation de «ce genre d'évènements qui permettent à

Musique

Enorme succès pour «The Wall» sa première adaptation mondiale

L'OPÉRA «The Wall», première adaptation mondiale du succès planétaire du groupe mythique Pink Floyd, a remporté un énorme succès, samedi à Montréal, rapportant des médias. Conçu par Dominic Champagne à la mesure de ce monument de la musique des années 1980, l'opéra «Another Brick In The Wall» met en scène une soixantaine de comédiens-choristes qui ont illustré, scène après scène, l'enfer de l'enfermement. Le compositeur Julien Bilodeau a réécrit une composition lyrique qui ravit l'amateur d'opéra, dans lequel le baryton Etienne Dupuis incarne avec réussite le rôle de «Pink», personnage principal du spectacle. Avec un mur métaphorique, illustré par un décor sobre mais vivant grâce aux effets vidéo, le spectateur est vite renvoyé à la réalité géo-politique ambiante, où un peu partout dans le monde, des murs sont érigés pour empêcher le passage des migrants d'un pays à un autre. Roger Waters, présent à Montréal et principal auteur du double album des Pink Floyd, pense transposer cette symbolique jusqu'à la frontière méxico-américaine, là où Donald Trump veut ériger un mur, pour y rejouer «The Wall» en concert. Sorti en 1979, «The Wall» des Pink Floyd est principalement l'œuvre de Roger Waters, propulsée par la guitare de David Gilmour qui contribuera largement au succès du double album le plus vendu au monde.

K. L.

l'Algérie d'avoir des amis et de nouveaux citoyens, en ce sens que la distinction en Algérie de poètes arabes conforte leur appartenance à notre pays».

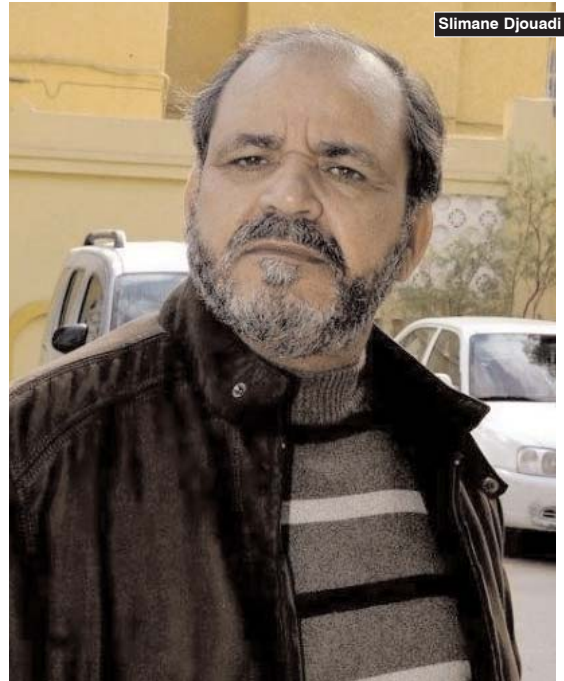
A cette occasion, le ministre a félicité les autorités locales, à leur tête le wali de Blida, pour l'organisation de ce rendez-vous culturel «important», qui a regroupé différents genres culturels, poétiques et musicaux.

L'ouverture du colloque a été marquée par la participation de poètes palestiniens, irakiens, marocains, tunisiens, maurita-

niens et soudanais, aux côtés de poètes algériens.

Organisé par l'Entreprise de promotion artistique et activité culturelle (Epaac) de Blida, le Colloque se poursuivra jusqu'au 14 mars et verra l'organisation de plusieurs rencontres de poésie par les délégations participantes ainsi que par des poètes algériens, à l'image de Slimane Djoudi, Rabah Kheddouci et Brahim Seddiki.

A. S./APS



Slimane Djoudi

Rencontre

Fodil El Ourtilani a fait connaître la cause algérienne et les souffrances infligées par le colonialisme

Le cheikh Fodil El Ourtilani (1900-1959) n'a pas seulement fait connaître la cause algérienne, mais a également œuvré à répercuter les souffrances infligées par le colonialisme en Afrique du Nord, ont unanimement affirmé, dimanche, les intervenants à la 4^e édition du colloque national sur «Fodil El Ourtilani et les savants de la région», ouvert à la maison de la culture de Sétif.

Dans son intervention, l'historien Mohand Akli Ait Souki de l'université Mohamed-Lamine-Debaghine de Sétif 2, a précisé que le rôle du cheikh Fodil El Ourtilani ne s'était pas limité qu'à faire connaître la cause algérienne, soulignant que cet illustre imam réformiste portait dans son cœur «toute la misère de l'Afrique du Nord et les souffrances infligées par le colonialisme».

Il a, à ce propos, révélé que cheikh Fodil El Ourtilani était parmi les premiers penseurs à avoir appelé à l'unité des peuples maghrébins, en fondant en 1944 le Front de défense de l'Afrique du Nord, ce qui témoigne, a-t-il soutenu, «des positions de ce penseur qui portait la cause de son pays mais également de tous les peuples musulmans».

De sont côté, le coordinateur de cet événement, Nabil Ghendoussi, a indiqué que les travaux de ce colloque vont permettre à 20 historiens représentant sept universités algériennes, de débattre de tous les aspects liés au parcours militant du cheikh Fodil el Ourtilani. La cérémonie de clôture de cette manifestation historique et culturelle a eu lieu

hier à la commune de Beni Ourtilane, et a donné lieu à plusieurs recommandations, a-t-il ajouté.

Présidant l'ouverture du 4^e colloque national sur cette figure, proposant dans cette nouvelle édition le thème «Le juste milieu dans la pensée d'El Ourtilani», le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a souligné la nécessité de préserver le référent religieux national qui constituait, a-t-il appuyé, «un rempart solide contre toute forme de dépersonnalisation et participa à libérer le pays du colonialisme», mettant en avant l'importance de ce genre de rencontres et l'importance d'œuvrer à pérenniser ces échanges

R. C.

Festival du documentaire de Thessalonique

Le film danois «Dream Empire» remporte «l'Alexandre d'Or»

Le film danois «Dream Empire» a remporté, dimanche soir, «l'Alexandre d'Or» du Festival du documentaire de Thessalonique (nord de la Grèce).

Le film, dirigé par l'Américain David Borenstein, montre notamment l'utilisation d'étrangers comme figurants par des entreprises immobilières chinoises de la métropole du centre Chongqing, pour attirer les

investisseurs.

C'est la première fois que le festival du documentaire, qui en est à sa 19^e édition, décerne un prix international. Le jury était présidé par un des principaux représentants européens du secteur, Paul Pauwels, directeur d'EDN (European Documentary Network).

«Machines», film indo-germano-finlandais de Rahul Jain, a obtenu le prix spécial du jury. Le

film, qui décrit les conditions de travail dans une énorme usine textile de l'état du Gujarat (ouest de l'Inde), a également obtenu le prix de la FIPRESCI (Fédération internationale des critiques de films) et celui des Valeurs Humaines attribué par le Parlement grec.

Dans la section «Droits de l'Homme», le prix du jury Amnesty International est allé à «I am not your negro», film améri-

cano-franco-belgo-suisse de Raoul Peck et dans la catégorie «Habitat», le prix WWF a été décerné au film grec «Days of a Lake» de Pandora Mouriki.

Le Festival de Thessalonique est une institution en Grèce, avec un festival de cinéma en novembre, qui en est à sa 57^e édition, le festival du film documentaire et quatre salles de cinéma à Thessalonique dont il assure la programmation toute l'année.

Hania H.

Cinéma

«King Kong» domine le box-office nord-américain

«King Kong : Skull Island», nouveau film sur l'immense singe surpuissant, a pris la tête du box-office nord-américain pour sa sortie.

Ce lointain descendant de l'original «King Kong» de 1933, avec Samuel L. Jackson, Tom Hiddleston, Brie Larson et un John Goodman svelte, emmène une brochette d'explorateurs sur

une île mystérieuse et quasi inaccessible, où règne bien entendu le roi des singes.

Les choses tournent rapidement au vinaigre, sans compter que l'île recèle bien d'autres créatures monstrueuses. Un blockbuster qui a rapporté 61 millions de dollars pour son premier week-end d'exploitation, selon les chiffres temporaires de

la société Exhibitor Relations dimanche.

«Logan», dans lequel Hugh Jackman endosse une dernière fois les habits de Wolverine pour prendre soin d'une petite fille toute aussi griffue que lui (Dafne Keen), est deuxième avec 37,8 millions de dollars de recettes (152,7 millions en deux semaines).

Faty G.

Agend'art

Palais des raïs, Bastion 23 (Bab El-Oued, Alger)
Jusqu'au 16 mars : Exposition de peinture de l'artiste Karim Beladjila.
Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger
Mardi 31 mars : Exposition de mangas à l'occasion du 10^e anniversaire de la maison d'édition algérienne Z-Link.



Coup-franc direct

Les bény oui-oui face à leur destin

Par Mahfoud M.

Après la mascarade de l'AGO, les membres de l'AG de la FAF qui avaient tous brandi des pancartes sur lesquelles on pouvait lire «Nous sommes tous Raouraoua» sont dans des sales draps maintenant que leur parrain les a abandonnés et a décidé de ne pas se présenter. Ils doivent être dans un état second à présent qu'il a pris la ferme décision de ne pas rester au Palais de Dely Ibrahim. Ces bény oui-oui sont désormais face à leur destin, eux qui savent pertinemment que les choses ne seront plus les mêmes car Raouraoua fermait les yeux sur tout et laissait faire avec leurs caprices pourris qui ont fait dégringoler le football national. Le niveau a vraiment touché le fond, surtout qu'ils ont rendu le milieu footballistique plus difficile, avec cette inflation qui fait que certains clubs seulement peuvent survivre, alors que les autres sont dans une situation pas très aisée en l'absence de moyens financiers. Cela a engendré aussi une nouvelle race de joueurs qui ne cherchent que le gain facile et ne se donnent pas à fond sur les terrains. Avec l'arrivée probable de Zetchi, s'il est élu bien sûr, ces vautours seront dans une situation très délicate et certains d'entre eux seront appelés à céder leur place à des personnes plus aptes à gérer d'une manière plus adaptée, surtout avec le contexte économique que connaît le pays.

M. M.

Handisport

Le président Hachefa prône la continuité

LE NOUVEAU président de la Fédération algérienne handisport (FAH), Mohamed Hachefa, a retenu dans son programme beaucoup de projets qu'il compte réaliser durant le prochain mandat olympique (2017-2020), tout en assurant la continuité de ce qui a été accompli jusqu'ici par les responsables qui se sont succédé à la tête de l'instance. «On est conscient des avancées considérables réalisées par nos prédécesseurs. Pour nous, la continuité sera notre point de départ tout en ayant à cœur de réaliser quelques projets et contribuer avec l'ensemble des acteurs du mouvement sportif à la promotion et au développement des potentialités importantes existantes et qui sont, à mon humble avis, sous-exploitées», a déclaré Mohamed Hachefa dans un entretien. Pour atteindre ses objectifs et réussir dans sa mission, le nouveau président de la FAH a élaboré avec son équipe un «riche» programme s'articulant sur plusieurs axes liés les uns aux autres, dont l'orientation des efforts vers les régions reculées du pays qui auront une attention «particulière». «On va essayer de toucher ces régions et les accompagner en les faisant bénéficier de formation de l'encadrement et les dotant de moyens matériels et financiers, selon les besoins et nos capacités», a indiqué Hachefa, reconnaissant qu'un potentiel «énorme» existe dans ces régions et qui n'attend qu'une «attention particulière et surtout du soutien». Le président compte sur l'adhésion de tous, à commencer par son bureau qui, estime-t-il, est «homogène» puisqu'il représente «toutes les tendances et régions». Animé d'une volonté de bien faire et de remédier aux lacunes constatées dans certaines activités de l'instance fédérale, le nouveau patron de la FAH, élu jeudi à la place de Rachid Haddad, compte apporter certaines nouveautés dont la domiciliation des championnats. «La décentralisation des compétitions est primordiale à mon sens, surtout pour nos disciplines phares, à l'image de l'athlétisme. On a constaté que le littoral est privilégié et on trouve anormal que des régions du Sud par exemple ne

bénéficient pas de cette chance. Si on peut organiser des compétitions dans ces régions, on pourrait déjà attirer l'attention des autorités locales pour aider leurs clubs et athlètes émergents», a-t-il expliqué.

Du nouveau pour les équipes nationales

D'autres aspects ne sont pas à négliger, selon la nouvelle équipe fédérale, comme la mise en place de mécanismes permettant à tous de pratiquer du sport, le renforcement des structures de base existantes (clubs, cadres, centres spécialisés), la promotion du sport d'élite basé sur les performances, la promotion du sport féminin à tous les niveaux avec l'encouragement de la création des sections de jeunes catégories et la pratique sportive dans le sud. S'agissant des équipes nationales, le président de la FAH compte améliorer davantage «les conditions générales de leur préparation afin de leur permettre de réaliser de meilleurs résultats et performances à tous les niveaux», sans négliger leur suivi médico-sportif et le renforcement de la politique de rajeunissement des effectifs des équipes nationales. Dans le même chapitre, il est prévu un renforcement des directions techniques au niveau fédéral et de wilaya et assurer le recyclage permanent et continu de l'encadrement des entraîneurs, animateurs et officiels techniques, par des stages de formation et en les dotant d'outils et documents didactiques pour les familiariser avec les aspects spécifiques de chaque type d'handicap. Ces plans d'action ne peuvent être concrétisés sans un apport financier qui permet aussi d'entrevoir l'avenir avec beaucoup plus d'enthousiasme. «Il faut réussir à créer l'émulation nécessaire afin d'attirer d'autres sources de financement pour la fédération, en plus de celle des pouvoirs publics. La famille handisport est appelée à grandir avec la création du comité paralympique et cela nous interpelle à chercher d'autres apports de financement afin de maintenir le cap et ensuite aller de l'avant», a conclu Mohamed Hachefa.

Fédération algérienne de football Zetchi sur une voie royale

■ Seul candidat à la présidence de la FAF, l'actuel boss du leader de la Ligue 1 Mobilis, le Paradou AC, Kheireddine Zetchi, est bien placé pour succéder au président sortant du Palais de Dely Ibrahim, Mohamed Raouraoua. En effet, il est le seul et unique candidat à ces élections qui auront lieu le 20 mars prochain au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa.

Par Mahfoud M.

Il faut savoir que le délai est passé et a été arrêté à minuit avant-hier. Le premier responsable du PAC a bien mûri sa décision et n'a déposé son dossier qu'après avoir bien préparé son coup. Il a été encouragé par une bonne partie de la famille footballistique algérienne, surtout celle qui se sentait blâcée par ce qui s'est dernièrement passé au niveau de la balle ronde nationale et les derniers échecs que ce soit au niveau de la sélection nationale, ou au niveau de la structure elle-même qui ne s'occupe plus de développer cette discipline, étant donné que le président avait d'autres chats à fouetter. Beaucoup sont optimistes avec l'arrivée probable de Zetchi à la tête de la FAF, surtout qu'il représente l'exemple de la réussite dans le monde du football avec sa propre académie qui a connu un succès retentissant, sachant qu'il a formé de nombreux talents, dont certains ont été exportés à l'étranger, tandis que d'autres font les beaux jours de son club et d'autres formations de Ligue 1 Mobilis. C'est juste-



Zetchi a un programme ambitieux

ment cela qui n'arrange pas les affaires de certains membres de l'AG budgétivore à souhait et qui ne sont pas chauds à l'idée de mettre la main à la poche, habitués aux offrandes des pouvoirs publics. Avec un bureau constitué de gens connaisseurs, tel que Maoche, l'ancien joueur du FLN, Zefzaf, l'ancien membre du BF et Radia Fertoul, du football féminin et qui seront associés à

de nouvelles têtes, telles que Ould Zemerli, président du NAHD, Haddad, le président de l'USMA, l'actuel candidat semble avoir fait le bon choix pour avancer. Par ailleurs, on croit savoir que des présidents d'autres clubs ont constitué un front d'opposition et comptent aussi se présenter.

M. M.

Naples

Ghoulam devrait partir

Le club de Serie A italienne, SSC Napoli, ne devrait plus s'opposer au départ de son défenseur international algérien, Faouzi Ghoulam, après avoir trouvé un substitut pour pallier son possible transfert au Paris Saint-Germain, a rapporté dimanche la presse locale. «Naples s'est opposé longtemps

au départ de son latéral gauche, Faouzi Ghoulam car ne disposant pas d'une bonne doublure pour le remplacer. Mais ses récentes négociations avec le Lisbonne du Benfica, Alex Grimaldo, qui évolue dans le même poste que l'international algérien, laissent supposer qu'il ne devrait plus bloquer ce der-

rière», selon la même source. Sous contrat avec Naples jusqu'en 2018, Ghoulam (26 ans) intéresse plusieurs clubs européens, dont le Paris Saint-Germain qui souhaiterait l'engager pour remplacer son latéral gauche brésilien Maxwell, dont le contrat expire à la fin de saison en cours.

Coupe de la CAF

Chenihi s'illustre au Club Africain

Le Club Africain de Tunis a écrasé la formation de RSLAF de Sierra Leone sur le score sans appel de 9 buts à 1, dont un quadruplé de l'attaquant algérien Brahim Chenihi, en match aller comptant pour les seizièmes de finale aller de la coupe de la CAF, disputé dimanche au stade de Radès

(Tunis). Les buts de la rencontre ont été inscrits par Brahim Chenihi (3, 16 s.pen, 42, et 51), Nader Ghandri (6), Saber Khalifa (63), Oussema Darragi (77.sp), Fakhreddine Jaziri (80) et Imed Meniaoui (88) pour le Club Africain, et Ibrahim Sylla (53) pour le club sierra-léonais. Le Club Africain a fait mieux que

l'autre représentant tunisien engagé dans cette même compétition, le CS Sfaxien, qui avait étriillé, samedi à Sfax, Young Sports Académie Bamenda du Cameroun (5 à 0). Un excellent début des clubs tunisiens avant les matches retour qui auront lieu le week-end prochain en déplacement.

NA Hussein-Dey

Le Nasria en roue libre

Le NA Hussein-Dey, battu une seule fois lors des dix derniers matchs, poursuit sa remontée dans le classement du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, en s'offrant samedi le MC Oran (1-0) à l'occasion de la 23^e journée. Le Nasria a démontré une vraie solidité, que ce soit à domicile ou bien en déplacement, se positionnant ainsi comme un sérieux prétendant

pour terminer la saison sur le podium. L'arrivée du technicien français Alain Michel à la barre technique en octobre dernier en remplacement de Youcef Bouzidi a fini par galvaniser une équipe qui pouvait aspirer à mieux, n'était-ce une entame de saison complètement laborieuse. La victoire décrochée face aux «Hamraoua» a permis au Nasria de se hisser à la 3^e place

en compagnie de l'USM Alger et du MC Alger avec 35 points chacun et un match en retard à disputer sur le terrain de la JS Kabylie. Les statistiques, à l'avantage des gars d'Hussein-Dey, constituent un signal fort à leurs concurrents, ce qui augure d'une fin de saison prometteuse pour le finaliste malheureux de la Coupe d'Algérie 2015-2016.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

CEM Manuel-Teixeira-Gomes d'Ihaddaden

Les travailleurs dénoncent les carences de l'établissement

LE CEM MANUEL-Teixeira-Gomes d'Ihaddaden vit au rythme d'une grève de trois jours. Les travailleurs protestent contre les carences que vit l'établissement depuis de longs mois. Ils revendiquent le remplacement des trois travailleurs qui ont pris leur retraite, l'affectation, dans le plus bref délai, d'un conseiller d'orientation pédagogique et la reconstruction du

mur de clôture de l'établissement qui a été endommagé par les travaux effectués par une entreprise. Les grévistes dénoncent et exigent également des solutions à l'insécurité qui règne aux alentours du CEM. Une commission a été dépêchée par la direction de l'éducation afin de faire son constat et trouver des réponses aux problèmes posés. H. C.

Dans une forêt à Tizi-Ouzou

Le cadavre du terroriste Z. Nacer Eddine alias «Chouaib» découvert

LE CADAVRE du terroriste dénommé Z. Nacer Eddine alias «Chouaib» a été découvert dimanche par un détachement de l'Armée nationale populaire dans la forêt de Oued Taazibt, dans la wilaya de Tizi Ouzou, a annoncé hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert le 12 mars 2017, dans la forêt de Oued Taazibt à TiziOuzou/1 RM, le cadavre du terroriste dénommé Z. Nacer Eddine alias «Chouaib», précise la même source. «Un autre détachement a découvert près de la commune de Béni Amrane, wilaya de Boumerdès, une quantité de 50 kilogrammes de produits chimiques rentrant dans la confection des explosifs», ajoute la source. «De même, un élément

de soutien aux groupes terroristes a été arrêté à Skikda». Par ailleurs et «dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire en coordination avec les services des douanes a appréhendé à Sidi Bel-Abbès, deux narcotrafiquants et saisi 48 kilogrammes de kif traité et 2 véhicules». «A Tamanrasset et In Guezzam, des détachements de l'ANP ont intercepté deux contrebandiers et saisi 4 véhicules tout-terrain, 9 motos et 8 détecteurs de métaux». Des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie Nationale ont intercepté dans des opérations distinctes menées à Tlemcen, Sidi-Bel-Abbès et Mostaganem, 31 immigrants clandestins de différentes nationalités, indique le communiqué du MDN.

R. M.

FAF

Raouraoua reporte l'AGE au 27 avril



ALORS que tout présageait que l'AG élective de la FAF devait se tenir le 20 mars prochain et que le président du PAC, Zetchi, était le seul candidat, le président sortant, Mohamed Raouraoua, est intervenu pour donner des directives afin de reporter ladite AGE. Ainsi, dans un communiqué posté sur le site de la fédération, il est précisé que la commission électorale issue de l'AG ordinaire du 27 février 2017 sous la présidence de M. Ali Baâmeur a tenu sa première réunion lundi 13 mars 2017 au siège de la FAF

à Dely Brahim. Après donc examen des statuts de la Fédération algérienne de football approuvés par la FIFA et soucieux du bon déroulement de l'Assemblée générale élective, la commission électorale, selon l'article 26.1.2 des statuts de la FAF qui stipule que les élections auront lieu soixante jours après la date de la tenue de l'Assemblée générale ordinaire de fin de mandat, la date de l'assemblée générale élective aura finalement lieu le jeudi 27 avril 2017 soit 60 jours après l'AGO du 27 février dernier. La gestion des affaires courantes sera assurée par le secrétariat général de la Fédération algérienne de football jusqu'à la tenue de l'Assemblée générale élective. Aussi, le dépôt des candidatures est fixé du 13 au 28 mars 2017 à 00h 00, alors que la publication de la liste des candidats sera faite le 28 mars. Quant à la date limite des recours, elle est fixée au 5 avril.

Mahfoud M.

Législatives 2017

le règne de l'argent dans les élections



Lovis

Djalou@hotmail.com

Oran

Poursuite de la grève des transporteurs privés

■ Les opérateurs privés versés dans le transport en commun urbain ont poursuivi, lundi à Oran, pour la seconde journée consécutive, leur mouvement de grève pour protester contre l'affrètement de 100 bus par l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Oran (Etuso) avec un opérateur privé.

Par Samah Y.

Les deux syndicats de transporteurs privés d'Oran, le directeur des transports de la wilaya d'Oran et celui de l'Entreprise de transport urbain d'Oran (ETO) devaient tenir, hier, une deuxième rencontre pour trouver une issue à ce conflit. Dimanche, à l'issue d'une rencontre tenue à la Direction des transports de la wilaya, le président de l'Union nationale des transporteurs privés de la région Ouest (Unat), Cheikh Amar Noureddine, et le secrétaire général du Syndicat national des transporteurs et des taxis (Sntt/Ugta) de la région Ouest, Kateb Belkacem, avaient déclaré à la presse avoir obtenu «le gel de la convention pour une durée de 48 heures». Les représentants syndicaux réclamaient «l'annulation» de la convention portant affrètement de cette centaine de bus, arguant notamment de «la saturation du parc automobile dédié au transport en commun». Dans un communiqué, la Direction des transports de la wilaya a expliqué que «le lancement de la mise en exploitation par l'UTSO par voie d'affrètement de quatre lignes

comme première étape, vise à offrir les meilleures conditions de confort et de sécurité pour les citoyens» et «une amélioration de la couverture spatiale du territoire de l'agglomération d'Oran et de ses localités environnantes». «Si le recours à l'affrètement a été avant tout un choix économique, la procédure suivie par l'établissement public dans l'établissement public dans l'examen des offres a été très respectueuse de la réglementation des marchés publics», a-t-on assuré dans le même document. La même direction a précisé que «des lignes concernées pour l'ensemble du parc affrété obéissent à des paramètres que nous avons objectivement fixés, en commençant par les lignes complètement démunies de transport urbain, ensuite celles insuffisamment couvertes, pour arriver en dernier lieu, à celles qui connaissent d'importants dysfonctionnements». «Notre souhait par cette opération est de servir l'utilisateur et surtout faire de l'ETUS la locomotive de la modernisation du transport urbain. Notre volonté est de changer la situation actuelle du transport», a-t-on ajouté dans le communiqué. Pour la première jour-

née de ce débrayage, le taux de suivi de ce mouvement de grève, selon les représentants syndicaux, a été de 90%, tandis que le directeur des transports l'avait évalué à 40%.

Les syndicats appellent les transporteurs en grève à la reprise du travail

Les représentants des bureaux régionaux de l'Union nationale des transporteurs privés (Unat) et du Syndicat national des transporteurs et des taxis (Sntt/Ugta) ont appelé, hier, les transporteurs privés du groupement d'Oran à reprendre le travail afin de «ne pas pénaliser davantage les usagers». Au sortir d'une deuxième réunion ayant regroupé le directeur de wilaya des transports, celui de l'Entreprise des transports urbain et suburbain (ETUS Oran) et les deux syndicats, les responsables respectifs de ces deux bureaux syndicaux, Cheikh Amar Noureddine et Kateb Belkacem, ont déclaré aux grévistes avoir obtenu «le maintien du gel de la convention» conclue par l'ETUS avec la société privée, alors que «la revendication visant l'annulation de cette transaction est désormais portée au niveau ministériel». Les deux représentants syndicaux ont fait savoir qu'une réunion est prévue dans l'après-midi avec un cadre central du ministère des Travaux publics et des Transports. En attendant la tenue de cette réunion, ils ont appelé les transporteurs à reprendre le travail afin de «ne pas pénaliser davantage les usagers». S. Y./APS

Il commercialisait de la drogue dans son restaurant

Un individu arrêté

«UN INDIVIDU a été arrêté pour commercialisation de drogue dans son restaurant à Béjaïa», indique la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Il s'agit de DJ. Y, âgé de 31 ans et natif de Béjaïa. La perquisition effectuée dans son restaurant par les éléments de la brigade anti-stups, informés par ce délit,

a permis d'arrêter le mis en cause en flagrant délit de commercialisation et de possession de drogue. Il a été présenté devant le parquet de Béjaïa qui l'a entendu sur cette affaire et l'a mis aux arrêts pour «possession de drogue en vue de sa commercialisation», ajoute la même source.

H. C.